



*c'était*  
**Blondel**

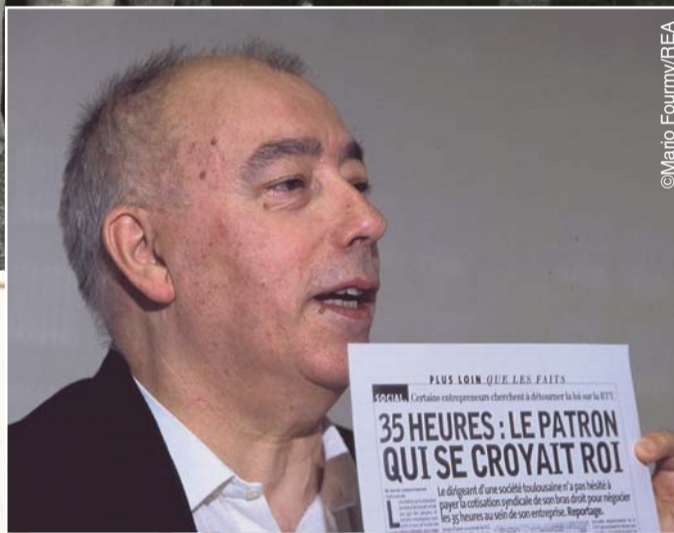




▲ Rencontre avec les ouvriers de Peugeot.



▲ XIX<sup>e</sup> congrès confédéral à Marseille, du 7 au 10 mars 2000.



©Mario Fourmy/REA

▲ 15 mai 2000.



▲ XX<sup>e</sup> congrès confédéral à Villepinte, du 2 au 6 février 2004.

▼ Manifestation pour la défense de la Sécurité sociale le 28 novembre 1995.





Salut à toi, Marc

Tu as porté haut les couleurs de la CGT-Force Ouvrière. Tu as contribué à ce que les militantes et les militants soient fiers de leur organisation. Tu as défendu bec et ongles la liberté et l'indépendance, pour le syndicat comme pour toi-même. Tu n'as laissé personne indifférent.

Les réactions à ta disparition en témoignent, ceux avec qui tu as été en conflit ou en désaccord chez les responsables politiques ont reconnu ta détermination, tes convictions, ton attachement à la liberté et à l'indépendance.

Les messages sont nombreux, y compris au niveau international de la part de camarades qui ont notamment tenu à souligner ton rôle au Bureau international du travail.

Aujourd'hui, nombreuses et nombreux sont les militantes et militants de Force Ouvrière qui se sentent orphelins.

Dans la négociation comme dans l'action, tu as assumé clairement tes responsabilités de «mandaté n°1».



## Force Ouvrière sans Blondel n'aurait pas été Force Ouvrière

Aujourd'hui, nous te rendons hommage.

Nous boirons également un coup pour cacher notre tristesse.

Tu n'es plus là mais tu seras toujours là.

Pendant dix-neuf ans je fus ton assistant direct. Les anecdotes, les événements, les joies et les peines se bousculent dans mes souvenirs.

Complices, complémentaires, confiants, nous le fûmes assurément. Tu m'as beaucoup appris. La première fois que nous nous sommes vus c'était en 1974, j'étais étudiant. Nous avons refait le monde et tu as été déterminant dans mon adhésion à la CGT-Force Ouvrière.

Je ne fus pas le seul. Tu savais entraîner, convaincre, former. Cela n'empêchait pas les débats, bien au contraire.

L'étiquette que tu revendiques c'était celle de militant syndicaliste. J'ajouterai celle de laïque et de républicain. Il y a des empreintes qui ne s'effacent pas. C'est le cas de la tienne.

Je t'embrasse affectueusement et je pense à ton épouse «cacahuète», à tes filles, Dominique et Corinne, et à tes petits-enfants.

Salut Marc.

Nous ne te disons pas merci, ça t'énerverait.

Jean-Claude Mailly  
Secrétaire général



*«Cela ne sert à rien de porter des jugements sur les hommes ; l'intéressant, c'est ce qu'ils représentent.»*



▲ Poignée de main entre M. Blondel et L. Viannet lors de la manifestation contre la réforme de la Sécurité sociale le 28 novembre 1995.

Cette phrase, prononcée le vendredi 6 février 2004 lors du discours de clôture du congrès de Villepinte par celui qui est encore, pour quelques heures, Secrétaire général de FO, trouve une actualité nouvelle depuis l'annonce du décès de son auteur. Car au-delà des qualificatifs, des compliments et des anathèmes, qu'a représenté Marc Blondel ou –pour paraphraser une formule en vogue–, de quoi Blondel fut-il le nom?

Né le lendemain du 1<sup>er</sup> Mai 1938 à Courbevoie (92), c'est à Hénin-Liétard, en plein pays minier du Pas-de-Calais, qu'il passe son enfance au sein d'une famille composée d'un père militaire qui rejoindra le réseau de résistance

▼ Manifestation pour la défense de la Sécurité sociale le 7 décembre 1995.





Libération-Nord, d'une mère catholique pratiquante qui lui donnera son second prénom –Fiacre– et de deux grands-pères mineurs.

Après un passage au lycée Condorcet de Nanterre, il obtient son bac en 1955, s'inscrit en fac de droit et commence à militer au sein de l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF). À l'époque, les étudiants sont peu nombreux et issus majoritairement de la bourgeoisie, de ces familles aisées qu'on n'appelle pas encore CSP+. Produit de l'élitisme républicain, il doit au contraire travailler pour financer ses études et c'est dans un centre de tri postal qu'il rencontre des militants de la CGT-FO avant d'adhérer en 1958.



▲ M. Blondel, jeune Secrétaire confédéral au début des années 1980.



▲ Colloque pour les 100 ans de la Charte d'Amiens, le 4 octobre 2006.

On se construit toujours autour de quelque chose, dit l'adage, et le militantisme syndical constituera la colonne vertébrale de sa vie. Employé aux Assedic du bâtiment en mars 1960, il se fait vite remarquer, devient permanent l'année suivante et enchaîne les responsabilités: élu au Conseil national de la FEC en 1965, il fait la connaissance d'un autre militant nommé Georges Rino, qui fondera le groupe Chèque Déjeuner. Il devient Secrétaire général de la FEC de 1974 à 1980, année où il intègre le Bureau confédéral aux côtés du Secrétaire général d'alors, André Bergeron. En février 1989, il est élu Secrétaire général au terme d'un congrès tendu puisque deux candidats étaient en lice, une situation pas si fréquente au sein du paysage syndical.

Les congressistes réunis au parc floral l'ignorent encore mais, cette année-là, le monde va basculer. En juin, des étudiants et des travailleurs chinois occupent, plusieurs jours durant, la place Tien An Men avant d'en être délogés dans le bruit des tanks et le sang. En novembre, le mur de Berlin s'effondre et, tels des morceaux de sucre, les régimes d'Europe de l'Est se désagrègent, tandis que l'idéologie libérale renforce son magistère sur les pays occidentaux en général et sur la construction européenne en particulier.

Le libre-échange se répand et la généralisation d'Internet, à la fin des années 1990, décuple les possibilités. Sur le plan économique, les choses changent aussi: sentant que le contexte lui est favorable, le patronat ne voit plus l'utilité de financer un modèle social issu des Trente Glorieuses. En conséquence de quoi, les négociations de branches ou interprofessionnelles sont progressivement dévitalisées, le principe de faveur s'efface au profit de la dérogation, et la Sécurité sociale,

de plus en plus sous la tutelle de l'État, voit ses recettes baisser là où la crise exigerait qu'elles augmentent.

Parmi les premiers, Marc Blondel comprend que le monde du travail est en train de changer de période. Au fond, ainsi qu'il le confiera parfois, il aurait adoré vivre la séquence historique précédente, celle du plein emploi, de la naissance des conventions collectives et de la mise en place du système hexagonal de protection sociale à coups d'accords interprofessionnels signés par FO. Trop tard. «*Les hommes sont ce qu'est leur époque*», disait Shakespeare, et il entre en résistance pour éviter le détricotage des acquis sociaux qui s'amorce, démentant

au passage ceux qui doutaient de l'existence d'un avenir pour son organisation. En 1995, à l'occasion de la réforme Juppé, la France vit le plus

puissant mouvement social depuis 1968 et le grand public fait la connaissance de celui qui sait marier sincérité, limpidité du message et maîtrise des codes médiatiques. Société du spectacle oblige, sa marionnette surgit aux Guignols de l'info, écharpe rouge autour du cou et cigare aux lèvres. Il fait mine de ne pas être atteint par les caricatures et préfère se satisfaire de la reconnaissance des siens auxquels il a donné une fierté nouvelle.

Infatigable révolté, il reste un homme qui exècre plus que tout les inégalités, qu'elles soient fondées sur le sexe, l'âge ou la nationalité. C'est au nom de l'égalité qu'il défend les services publics et ceux qui les font vivre. Toujours prêt pour l'action, il aime prendre du recul pour céder aux charmes de la théorisation, tant il est vrai que celle-ci renforce celle-là. On le critique parfois en lui reprochant sa propension à dire non. Il rappelle qu'il est au sein de FO, et peut-être même du mouvement syndical, celui qui a signé le plus d'accords collectifs à tous les niveaux. On le moque en franchouillard? Toute sa trajectoire est pourtant marquée par une vision internationaliste de la classe ouvrière que le développement de la mondialisation ne fait que renforcer.

En février 2004 il passe la main, mais poursuit son engagement humaniste et en faveur de la laïcité –«*la liberté de ne pas croire*», aimait-il dire. Tombé dans le chaudron du militantisme dès sa jeunesse, à cheval sur deux siècles, il aura été un acteur décisif de l'histoire sociale et représente, en définitive, une part non négligeable de la résistance ouvrière dans la nouvelle période historique en cours. «*Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent*», disait Victor Hugo. Marc Blondel aura lutté toute sa vie et vécu toutes ses luttes. ●





▲ L. Walesa et M. Blondel en 1982.

▲ XIX<sup>e</sup> congrès confédéral à Marseille, du 7 au 10 mars 2000.



▼ Palais de l'Élysée, le 21 mai 1981.

**L**ibre, militant, humaniste, républicain, socialiste, laïque, syndicaliste: beaucoup penseront, beaucoup raconteront Marc Blondel ainsi, tant il incarnait ces valeurs.

Internationaliste! L'Organisation internationale du travail (OIT) lui était une véritable passion. Il y siégea de 1981 à 2008 comme membre de son conseil d'administration (à l'exception d'un intermède de trois années).

Cette passion, c'était celle de la liberté syndicale. Il l'a portée au plus haut lorsqu'il prit l'initiative,





▲ Assemblée générale des cheminots à la gare du Nord en décembre 1995.



▲ Meeting au stade Charléty, le 7 octobre 2000.

le 16 juin 1982, lors de la 68<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du travail, de déposer formellement une plainte contre le gouvernement polonais de Jaruzelski pour violation des conventions 87 et 98 de l'OIT. Celui-ci avait décrété la loi martiale le 13 décembre 1981, suspendant les activités syndicales et le droit de grève, et emprisonnant les militants de Solidarnosc. Passion de la liberté qui l'amena, plus tard, à expliquer à Lech Walesa que bien que ne partageant pas sa conception du syndicalisme, il militait et militerait pour qu'il puisse l'exercer librement.

«*Tu verras, demain, ici, ce sera la Babel syndicale*»: c'est ainsi qu'il présentait le Palais des Nations et l'immeuble du BIT (Bureau international du travail) à Genève, qui fourmillent chaque année durant trois semaines, en juin, des quelque trois mille délégués de la Conférence.

Rebelle, il affectionnait au plus haut point ce trait de caractère qu'il nourrissait ostensiblement, jusque dans les moindres aspects de la vie courante. Il refusait, par exemple, d'utiliser le badge magnétique qui permet de passer les portiques d'entrée du BIT, invitant systématiquement les personnels de sécurité à déclencher manuellement l'ouverture des portes. Il voulait leur signifier qu'il entendait ainsi préserver leur emploi.

Il répugnait, pour la même raison, à porter autour du cou le badge de délégué à la Conférence: «*Nous ne sommes pas des vaches!*», tonnait-il par allusion taquine aux clarines des vaches suisses.

## La révolte permanente et le «non» de Camus étaient Marc Blondel

Parce que cet homme qui dit non, comme l'avaient caricaturé certains lors des grandes grèves de novembre-

décembre 1995, était celui qui refusait toute forme de pensée imposée, ou pensée unique, cette pensée «qui va de soi». Dans son discours à la tribune de la Conférence internationale du travail en 1982, il citait Rosa Luxembourg pour qui la liberté était «*le droit de penser autrement*».

Marc Blondel le répétait inlassablement, une organisation syndicale n'est indépendante que si elle est faite d'hommes et de femmes libres, autonomes de pensée, qui ne subissent pas. Il expliquait encore que dire non c'est défendre, *a priori*, son libre arbitre, s'assurer que l'on ne dira éventuellement oui qu'en connaissance de cause. Il appelait chacune et chacun à aller voir ce qui se trouvait derrière l'affiche, à ne pas se limiter au slogan, mais à chercher à comprendre qui en était à l'origine et pourquoi.

Parce que dire non c'est en appeler à la connaissance et à l'apprentissage de la pensée, l'instruction publique était aussi un de ses combats incessants et intransigeants, à côté de celui pour la Sécurité sociale, essentielle aussi à l'émancipation des travailleurs.

Son discours de 1982 devant la Conférence demeure aussi, malheureusement, d'une grande actualité sur le chômage et ses conséquences sociales et politiques. Ainsi, alertant sur «*le chômage des jeunes [qui] constitue à nos yeux l'élément le plus dramatique des années quatre-vingts*», Marc Blondel mettait en garde sur cette situation qui conduisait, déjà, à «*d'autres difficultés pour les pays industrialisés, désignant par là les risques de xénophobie et de discrimination [qui] se multiplient*».

Viscéralement attaché à l'OIT, Marc Blondel avait projeté d'accréditer l'association de la Libre Pensée, comptant ainsi pouvoir encore intervenir à la tribune de la Conférence en 2014. ●

Yves Veyrier, vice-président Travailleur, Comité de la liberté syndicale de l'OIT



**L**a disparition de Marc Blondel a plongé l'OIT dans les mêmes sentiments de perte et de tristesse que ceux ressentis dans les rangs du mouvement syndical français et international.

La personnalité de Marc, son franc-parler, son impatience et son emportement vis-à-vis des comportements et opinions avec lesquels il était en désaccord, pourrait laisser penser qu'il n'était pas naturellement adapté aux procédures diplomatiques et parfois lentes de l'OIT. Mais la réalité était tout autre. Il a été pendant vingt-quatre ans membre du groupe des travailleurs au sein du conseil d'administration de l'OIT, endossant le rôle de leader à de nombreuses occasions et joignant à ses contributions l'énergie et l'engagement dont il faisait preuve dans tout ce qu'il entreprenait.

À la surprise de beaucoup, il était prêt à travailler dur et longuement sur des processus bureaucratiques de l'OIT des plus compliqués. Et, ce qui ne surprendra personne, Marc était l'un des deux signataires de la plainte déposée en 1982 contre le gouvernement de la Pologne pour violation des droits syndicaux, faisant suite à la déclaration de la loi martiale. Cette plainte qui a abouti

sur une commission d'enquête largement reconnue comme déterminante dans le changement historique qui a eu lieu en Pologne et en Europe, amenant Lech Walesa à reconnaître ses «*contributions significatives aux changements qui ont entraîné la démocratie*» dans son pays.

En fait, l'engagement de toute une vie de Marc à l'OIT (il a continué à servir, dans le cadre du syndicat du personnel de l'OIT, au Comité des retraites jusqu'à sa mort) n'est pas surprenant pour ceux qui le connaissaient vraiment. C'était un internationaliste totalement convaincu.

Il était dévoué et a consacré sa vie à la lutte pour la justice sociale. Il comprenait que la loi internationale est cruciale pour la défense des droits des travailleurs. Il excellait dans les arts oratoires et les processus politiques, et il avait trouvé en l'OIT une scène mondiale pour les exercer.

Intransigeant, loyal envers les gens et les principes et mû par un engagement infatigable envers les causes qu'il défendait, Marc se souciait réellement de l'OIT et l'a servie comme peu l'ont fait. ●

Guy Rider  
Directeur général de l'OIT



CIT 2007: il était alors vice-président de la Conférence, Juan Somavia était directeur général du BIT.

**M**arc Blondel était un syndicaliste. C'était un guerrier au service de la classe ouvrière internationale et un pilier central des développements de la CGT-FO.

Marc était un homme de débat féroce et passionné, à la langue aiguisée et à la répartie rapide avec parfois un sens de l'humour caustique. Au-delà de ça, il y avait aussi Marc le formateur et le mentor dont nous avons tous appris quelque chose.

Beaucoup d'entre nous le connaissaient surtout des couloirs de l'OIT à Genève, où son dévouement en

faveur des droits des travailleurs et du dialogue social est légendaire.

Ses collègues de la francophonie syndicale pouvaient également compter sur sa défense acharnée de la culture et de la langue française, à la fois au sein et en dehors de l'OIT.

Marc, tu vas nous manquer et alors que les salariés ont cette semaine souffert d'une perte tragique, ton esprit perdurera dans la lutte pour les droits et la justice sociale.

Sharan Burrow, Secrétaire générale  
de la Confédération syndicale internationale